

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1941)

Heft: 989

Nachwort: Our next issue

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

peut exercer aucun office dans les anciennes provinces baltes, puisque nous n'entretenons aucune relation diplomatique avec la Russie soviétique.

Après un assez long intermède, des changements viennent de se produire. A peine Belgrade était-elle tombée devant l'offensive ennemie que toutes les légations résidant dans cette ville ont été invitées à s'éloigner dans les plus brefs délais. Il semble que, de ce point de vue en tout cas, le sort de la Pologne soit réservé à la Yougoslavie. Ce pays sera administré par l'occupant, sans que son statut définitif soit arrêté pour le moment.

Toutefois, un traitement différent a été réservé à la Grèce. Jusqu'ici notre ministre à Athènes a pu rester sur place, ce qui s'explique sans doute par les ménagements dont l'Allemagne a fait preuve envers ce pays dont elle a traité les soldats avec les honneurs de la guerre et qu'elle semble vouloir laisser subsister sous une forme relativement indépendante.

Enfin, aux toutes dernières nouvelles, le Reich a invité les trentequatre légations qui avaient conservé des services à Paris à quitter les lieux avant le 10 juin au plus tard. Cette mise en demeure est justifiée officiellement par le fait que le gouvernement français ne se trouve plus dans la capitale légale de la République, mais à Vichy. En réalité, il s'agit de priver certains pays — dont la Suisse n'est pas — des possibilités d'information qu'ils possédaient en France occupée sous le couvert de l'immunité diplomatique. Notre ministre a quitté Paris en juin dernier avec le gouvernement français, mais en laissant un chargé d'affaires et deux secrétaires de légation à Paris. Une partie de ce personnel devra quitter la capitale française ces jours prochains. Nous ne pourrons plus y maintenir que des services de caractère consulaire.

Comme on le voit, ces changements sont importants et nous sommes privés de relations officielles avec toute une série de pays qu'une étroite amitié liait traditionnellement à la Suisse. Ces remarques présentent peut-être un intérêt général, en ce sens que l'on peut inférer du traitement réservé à nos légations le sort qu'une Allemagne victorieuse réserverait à tous ces pays. Les nuances que nous avons relevées à ce sujet sont sans doute très instructives.

Toutefois, la Suisse conformément à sa politique de neutralité qui lui interdit de reconnaître des états de fait et qui ne peut tirer des conclusions d'une conquête, tant que celle-ci n'a pas été sanctionnée par un traité de paix en bonne et due forme, continue à entretenir des relations avec les légations représentant à Berne les pays dont le sort définitif reste en suspens. Tel est le cas pour la Pologne, pour la Norvège, pour la Belgique pour la Hollande, pour la Yougoslavie, ainsi que pour les consulats des pays baltes.

Nous voulons y voir l'espoir de temps meilleurs qui nous permettraient de reprendre les relations très intimes qui nous unissaient aux autres petits pays de l'Europe, de ce pauvre continent sanglant sur lequel nous appelons le retour de la paix.

Pierre Béguin.

OUR NEXT ISSUE.

We hope to publish our next issue on Friday, July 25th a.c.

CORRESPONDENCE.

26th, May, 1941.

The Editor,
The Swiss Observer.

Dear Sir,
Swiss Confederation 650 Years Old.

Prima facie, the idea of a "fest" is excellent.

Can we celebrate without embarrassing the Federal Government and the Swiss Nationals wherever they may be?

Indubitably speeches will be made and inevitably comparison will be drawn between our life as free men under a well-tryed democracy and that other life, or call it "bare existence," under the antithesis of a century-old united family of Eidgenossen.

It appears opportune therefore to sound the Swiss Minister before any plans are made.

Some of us remember the celebration held 50 years ago at the Star & Garter, Richmond and we would dearly like to see the consummation of the suggestion made by an "Old Swiss."

Albeit it will not be possible to re-creat the same atmosphere of peace and plenty as existed then, the more's the pity!

Yours faithfully,
J. J. EBERLI.

* * *

24th May, 1941.

Dear Mr. Boehringer,

It is a long time since I had the pleasure of seeing you, undoubtedly you are as busy and tied to your business as I am. Remembering that it is a good while since I paid a subscription which must be up by now I enclose £5.5.0 to help the S.O. along, and I want you to remember that you may count on me when friends are needed for carrying on.

Trusting you are well, I remain,
Yours sincerely,
F. H. ROHR.

* * *

June 16th, 1941.

Editor,
Swiss Observer.

Dear Sir,
City Swiss Club Luncheon.

The City Swiss Club is reputed to be the richest of the London Swiss Clubs which is exemplified again by their magnificent donation of £100 to the Fonds de Secours.

But what of their individual members?

Are we to deduce that they also are blessed with an abundance of this world's goods? Undoubtedly the answer is in the affirmative judged by the "war" prices which they paid for their luncheon and their wines.

I realise the difficulties of first class restaurants in recovering their heavy overheads but most of us feel that in these times we are hardly justified in spending 6/6 on a lunch and 1/9 on a glass of sherry.

Only one more criticism: why were we not given the opportunity of lifting up our voices, once in a way, to sing our National Hymn!

Yours faithfully,
J. J. EBERLI.